

mes, laïcs et d'Église, étant absents de la structure interne des communautés. On retiendra également un constat qui pourrait peut-être nuancer la thèse du « sexage » : pour certaines religieuses, écrivent les auteures, l'entrée au couvent « permet également de contrôler le travail d'autres femmes, religieuses et laïques, et de certains hommes » (p. 127). Voilà peut-être un futur sujet d'approfondissement pour les historiens et historiennes ainsi que les sociologues.

Dans le dernier chapitre, qui fait le point sur les observations des chapitres précédents, l'expression « nous sommes toutes des religieuses » nous renvoie au constat selon lequel « la division sexuelle du travail traverse l'ensemble de la société » (p. 145). Toutes les femmes, les religieuses, les mères-épouses, les salariées, subissent cette appropriation de leur travail même si cette appropriation revêt des formes différentes selon le lieu (famille, marché du travail, État, Église) où elle s'exerce. Toutes sont aussi soumises aux rapports de classe et aux rapports ethniques. Mais, le travail des religieuses échappe à l'appropriation privée que constitue l'appartenance à un homme dans le cadre conjugal ainsi qu'aux rapports capitalistes, où les salariées sont confrontées aux salaires les plus bas et à la résistance de leurs collègues masculins. Les religieuses trouvent à l'intérieur du cadre ecclésial la possibilité d'accomplir des tâches variées et valorisantes et d'accéder à des postes de commande.

Le public lecteur estimera peut-être excessive l'expression « sexage » utilisée pour rendre compte du rapport spécifique d'appropriation ou d'exploitation que constitue la division sexuelle du travail. Il sera peut-être agacé à l'occasion par les très nombreuses données quantitatives illustrant la diversité des affectations et occupations des religieuses. Ces remarques ne réduisent toutefois en rien l'apport important de cette étude à la connaissance de l'expérience des religieuses elles-mêmes et plus particulièrement des rapports qu'ont entretenus avec ces femmes et l'ensemble des autres femmes, les hommes, l'Église, l'État et le capital au sein de la société québécoise des années 1900 à 1970.

Andrée Dufour
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu

Nicole Neatby — *Carabins ou activistes? L'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1997, 264 p.

Dans cette étude, soumise d'abord comme thèse de doctorat à l'Université de Montréal en 1993, Nicole Neatby soutient que certains étudiants québécois étaient déjà, en 1949–1958, voués à des causes réformistes touchant les affaires internationales, la société québécoise et le domaine de l'éducation universitaire. Selon l'auteure, les chercheurs qui ont jusqu'ici tenté de cerner la pensée étudiante laissaient entendre que, loin d'être préoccupés par les besoins de changements, les étudiants universitaires étaient plutôt « carabins », conservateurs comme la plupart de leurs aînés, intéressés surtout aux activités sportives et aux divertissements en général. Neatby s'inscrit en faux contre cette interprétation.

En fait, prévient-elle, il ne faut pas parler ici des étudiants en général mais plutôt de quelques leaders étudiants de l'Université de Montréal, ceux qui ont occupé les postes de direction de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal ou du journal le *Quartier latin*. Neatby admet d'entrée en matière que ce groupe plutôt mince n'est pas nécessairement représentatif du groupe d'étudiants universitaires québécois de l'époque. Elle soutient néanmoins que ces jeunes avaient de l'influence et que plusieurs d'entre eux, tels les Robert Bourassa, Denis Lazure, Jacques-Yvan Morin et Claude Forget, ont même joué un rôle important durant la Révolution tranquille et par la suite. Les sources dépouillées sont fonction du groupe retenu : le fonds de l'AGEUM et surtout le journal étudiant le *Quartier latin*. (Curieusement, la bibliographie [p. 246] indique que Neatby a consulté le journal pour les seules années 1949–1950 et 1964–1965 [hors période] alors qu'elle l'a manifestement lu pour toute sa période 1949–1958). Ajoutons qu'elle a complété ses recherches en effectuant quelques entrevues avec d'anciens acteurs étudiants de l'époque.

L'étude se divise en deux parties. Une première section, plutôt complexe, débute par un chapitre portant sur l'identité étudiante, particulièrement la composante « carabin ». Ensuite Neatby décrit les préoccupations de son groupe pour des causes internationales et pour la société québécoise. À son avis, certains étudiants méritent d'être qualifiés de traditionalistes alors que d'autres auraient été modernistes. Les traditionalistes épousent les thèses cléricales des autorités en place alors que les modernistes se permettent d'être plus critiques à l'égard de l'orthodoxie régnante mais sans pour autant verser dans l'anticléricalisme. Neatby propose un traitement séparé de chaque groupe par rapport à chacun de ses deux thèmes, la vie internationale et la société québécoise.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à la réforme universitaire. Ici la démarcation entre traditionalistes et modernistes s'efface. Tous les leaders étudiants souhaitent des réformes : de meilleures conditions matérielles ainsi qu'une amélioration de l'enseignement, des programmes, des services, des locaux. (Certaines pages dans cette partie portent sur la réaction des étudiants à la politique municipale de Montréal, bien que le lien que l'on doit faire avec la réforme universitaire, sujet de cette partie, ne soit pas évident.)

Neatby soutient que l'action des étudiants de l'Université de Montréal se radicalise tout au long des années 1950. Les jeunes s'emploient à développer leurs liens avec d'autres étudiants universitaires afin de forcer Québec à agir en matière de réforme universitaire. Signe des années post-1960, ils réclament un rôle nettement plus grand pour l'État dans le domaine de l'éducation. Les étudiants vont jusqu'à faire une grève pendant une journée en mars 1958, puis trois étudiants font un *sit-in* devant le bureau du premier ministre Duplessis pendant trois mois pour réclamer, vainement, une rencontre.

L'ouvrage de Neatby démontre clairement que, dès la décennie 1950, certains étudiants plus idéalistes délaissent les activités plutôt « folkloriques » de la majorité étudiante pour se consacrer à exiger des réformes dans la société. Ils s'engagent dans des organisations de coopération et d'entraide étudiante, ils plaident, en cette ère de guerre froide, en faveur de la paix mondiale, bien qu'ils soient assez divisés

quant à l'attitude à adopter à l'égard du communisme. Lorsqu'ils portent leur attention sur l'évolution de la société québécoise, les plus traditionalistes dénoncent le matérialisme et l'athéisme et réclament une foi catholique plus vivante. D'autres, plus modernistes, expriment leur admiration pour les idées contestataires du courant réformiste « adulte » mais ne mettent pas de l'avant un programme politique précis. La plupart (mais non pas Robert Bourassa, des Jeunesses du Parti libéral!) manifestent un profond mépris envers la partisanerie politique bien qu'après les élections de 1956 le sentiment anti-Duplessis gagne de l'ampleur.

Mais est-ce de l'idéalisme de réclamer la gratuité scolaire, davantage de bourses et moins de prêts? Quelle serait alors la différence entre l'idéalisme et le corporatisme, la défense des intérêts du groupe précis? Bien sûr, demander que l'accès à l'université soit démocratisé et qu'il ne soit pas déterminé par une affaire de sous parait noble. Et pourtant, 40 ans plus tard, dans une province dont les frais de scolarité sont les plus bas en Amérique du Nord (et moyennant quels sacrifices au chapitre de la qualité de l'enseignement et des services offerts?), les étudiants universitaires continuent de se recruter davantage parmi la classe moyenne et supérieure.

À la suite des recherches de Neatby, nous connaissons de manière détaillée les opinions de plusieurs parmi les 147 leaders étudiants à l'Université de Montréal au cours des années 1949–1958. Oui, un certain désir de changements prenait forme. Oui, n'en déplaise aux révolutionnaires tranquilles pour qui le Québec moderne débute en juin 1960, les origines de cette ère de bouleversements remontent bien avant 1960, à l'époque de la « stabilité » duplessiste. Est-ce suffisant pour contester l'historiographie traditionnelle, basée sur de rarissimes études, qui soutiendrait que les étudiants de l'époque étaient surtout conservateurs et bien rangés? Des étudiants qui plaident en éditorial dans le *Quartier latin* en faveur de la paix mondiale, ceux qui endossent des programmes de réformes élaborés par les « adultes », sont-ils de véritables « activistes » (suivant le terme employé par Neatby)? Le travail accompli par Neatby contribue certainement à éclairer notre lanterne en ce qui concerne les attitudes et les comportements du milieu étudiant des années 1950. Mais sans doute faudrait-il encore plusieurs monographies pour nous permettre d'élaborer d'utiles généralisations.

Richard Jones
Université Laval

Claude Pronovost — *La bourgeoisie marchande en milieu rural (1720–1840)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1998, 230 p.

Ce livre traite des commerçants de détail ayant fait carrière, entre 1720 et 1840, sur la rive nord de l'île de Montréal, soit sur l'île Jésus et dans plusieurs paroisses de la rive nord de la rivière des Mille-Iles. L'auteur veut cerner la réalité économique du marchand de campagne de l'époque et, pour ce faire, il prend en compte tous les marchands qu'il a pu retracer, même ceux dont la carrière est éphémère. Le livre est divisé en huit chapitres.